

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 02/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**B. LIENHART**

37 route de Strasbourg  
67860 BOOFZHEIM

Code AIOT : 0006700578

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement B. LIENHART implanté 37 route de Strasbourg - 67860 BOOFZHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un signalement reçu par l'Inspection concernant des nuisances sonores et des rejets de poussières.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- B. LIENHART
- 37 route de Strasbourg - 67860 BOOFZHEIM
- Code AIOT : 0006700578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exploite des installations de stockage et de séchage de céréales.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de bruit en limite de propriété	AP Complémentaire du 22/04/1999, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fréquence des mesures de bruit	AP Complémentaire du 22/04/1999, article 12	Sans objet
3	Respect des émergences	AP Complémentaire du 22/04/1999, article 10	Sans objet
4	Rejets atmosphériques des séchoirs	AP Complémentaire du 22/04/1999, article 7.3.a	Sans objet
5	Rejets atmosphériques du système d'aspiration	AP Complémentaire du 22/04/1999, article 7.3.b	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence une non-conformité concernant des dépassements des valeurs maximales admissibles pour les émissions sonores en limite de propriété sur plusieurs points de mesures, en période diurne et en période nocturne.

Il est attendu que l'exploitant détermine les émergences de bruit à une distance de 200 mètres des limites de propriété lors de la prochaine campagne de mesures comme fixée par les dispositions applicables aux installations.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fréquence des mesures de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/04/1999, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle de la situation acoustique aux abords de l'établissement sera réalisé après la construction des nouvelles cellules, puis annuellement en vue de vérifier le respect des prescriptions de l'article 10. Ce contrôle sera réalisé en période de récolte.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport de la campagne de bruit daté du 09/11/2023 et réalisé lors de la campagne de récolte 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Mesures de bruit en limite de propriété

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/04/1999, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les niveaux de limites admissibles de bruit exprimés en dB(A) ne devront pas excéder du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous en limite de propriété de l'établissement selon le plan joint en annexe qui définit les zones de référence [...].
<b>Constats :</b> L'analyse du rapport appelle plusieurs observations, détaillées ci-dessous.  Le rapport ne conclue pas sur la conformité ou non des valeurs mesurées en limite de propriété et ne précise pas dans quelle zone de référence sont positionnés les points de mesures.  D'après le plan joint à l'arrêté préfectoral du 22/04/1999, les zones de référence sont définies

comme suit : la zone n°1 est située au sud, sud-ouest et ouest du site, la zone n°2 est située au nord et à l'est du site.

Les résultats de mesures de bruit de novembre 2023, en limite de propriété, sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Niveau sonore en limite de propriété	Limite admissible 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés		Limite admissible 22h à 7h ainsi que dimanche et jours fériés	
	Zone 1 60 dB(A)	Zone 2 67 dB(A)	Zone 1 50 dB(A)	Zone 2 58 dB(A)
Point 1 : situé à l'angle nord-est du site		65,3 dB(A)		<b>61,6 dB(A)</b>
Point 2 : situé à l'angle sud-est du site	<b>62,3 dB(A)</b>	62,3 dB(A)	<b>54 dB(A)</b>	54 dB(A)
Point 3 : situé au centre de la limite de propriété sud du site	51,5 dB(A)		49 dB(A)	
Point 4 : situé à l'angle sud-est du site	51,3 dB(A)		<b>51,3 dB(A)</b>	

Les valeurs supérieures aux valeurs maximales admissibles sont notées en gras dans le tableau ci-dessus. Ce qui constitue une non-conformité à l'article cité en référence.

D'après le plan définissant les zones de référence, le point 2 est situé à l'intersection de ces deux zones et à proximité d'habitations. Les valeurs maximales admissibles de la zone n°1 sont plus contraignantes.

En l'absence d'information dans le rapport de mesures de 2023 répartissant clairement les points de mesures dans les zones de références et au vu des éléments ci-dessus, le point 2 est donc considéré en zone n°1.

L'analyse de ces résultats montre des dépassements des valeurs maximales admissibles des points 1, 2 et 3 en période nocturne et du point 2 en période diurne.

L'exploitant précise que les mesures sont réalisées en période de récolte des maïs et lors du fonctionnement du petit séchoir, le plus bruyant. Lors de la campagne 2023, ce séchoir a fonctionné seulement 12 nuits.

D'après l'historique présenté par l'exploitant concernant les valeurs mesurées depuis plusieurs années, il est constaté des dépassements récurrents en limite de propriétés par rapport aux valeurs admissibles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 9 mois

**N° 3 : Respect des émergences**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/04/1999, article 10		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit		
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les émissions sonores fixées précédemment ne devront pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée, à 200 mètres des limites de propriété des installations		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Emergence admissible pour la période allant de 7 à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
<b>Constats :</b> Dans le rapport de mesure de novembre 2023, les émergences sont déterminées sur les points de mesures situés en limite de propriété et non sur des points placés à 200 mètres de la limite de propriété.  Les émergences n'étant pas déterminées à une distance de 200 mètres des limites de propriété, il n'est pas possible de vérifier leur conformité des émergences à ce stade.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de déterminer les émergences à une distance de 200 mètres des limites de propriétés, lors de la prochaine campagne de mesure de bruit et de transmettre les résultats de cette campagne à l'Inspection dès la réception du rapport.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

**N° 4 : Rejets atmosphériques des séchoirs**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/04/1999, article 7.3.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de séchage sont constituées de quatre séchoirs qui fonctionneront au gaz naturel. Les valeurs limites d'émissions pour chacun de ces séchoirs sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• poussières : 20 mg/Nm<sup>3</sup> ;</li><li>• oxydes de soufre (équivalent SO<sub>2</sub>) : 5 mg/Nm<sup>3</sup> ;</li><li>• oxydes d'azote (équivalent NO<sub>2</sub>) : 200 mg/Nm<sup>3</sup>.</li></ul> En outre, le flux total de poussières rejetées à l'atmosphère par les séchoirs sera inférieur à 6 kg/h. La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale devra être au moins égale à 5 m/s.
<b>Constats :</b> Le site comporte actuellement 3 séchoirs, suite au remplacement en 2014, de 2 séchoirs par un séchoir SATIG.  Le séchoir SATIG est équipé d'un système de filtration avec des brosses rotatives. La sortie de l'aspiration est réinjectée dans le grain.  Les anciens séchoirs sont équipés d'un système de filtration par grille. La sortie de l'aspiration est réinjectée dans la colonne de grain. Des points de prélèvement sont positionnés au-dessus de la



grille.

L'exploitant précise ne plus réaliser de campagne de mesure sur les séchoirs depuis la modification de ses installations en 2018. De plus, le séchoir SATIG ne dispose pas de point de prélèvement. Le dernier rapport de mesure daté du 03/11/2017 a été présenté et il porte uniquement sur les mesures de poussières des séchoirs 6 et 7.

L'arrêté préfectoral du 22/04/1999 ne fixe pas de fréquence de mesure pour les séchoirs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La prescription citée en référence ne correspond plus à la situation actuelle du site et nécessite d'être révisée. Il est attendu que l'exploitant demande une adaptation de la prescription selon les modalités définies à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Rejets atmosphériques du système d'aspiration**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/04/1999, article 7.3.b

**Thème(s) :** Risques chroniques, air

**Prescription contrôlée :**

L'air issu des installations de manutention des silos après passage dans le cyclone, sera rejeté à une teneur en poussières inférieures à 50 mg/Nm<sup>3</sup>. Le flux total de poussières rejetées à l'atmosphère sera inférieur à 1 kg/h.

**Constats :**

L'exploitant précise que le site est actuellement équipé d'un filtre à manche et plus d'un cyclone et qu'il n'y a pas de point de prélèvement sur cet équipement. La sortie du système d'aspiration est dirigée vers une benne de déchets, située dans un local fermé.

L'arrêté préfectoral du 22/04/1999 ne fixe pas de fréquence de mesure pour les séchoirs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La prescription citée en référence ne correspond plus à la situation actuelle du site et nécessite d'être révisée. Il est attendu que l'exploitant demande une adaptation de la prescription selon les modalités définies à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

\* \* \*